

REGLEMENT INTERIEUR

De l'association AMI Bourgogne-Franche-Comté (AMI BFC)

Association soumise à la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901

PREAMBULE

Le présent règlement intérieur est le règlement intérieur de l'association suivante, soumise à la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901 :

AMI Bourgogne-Franche-Comté (AMI BFC)

dont l'objet est le suivant :

Cette association a pour but de mettre en œuvre des actions de cohésion sociale autour de projets collectifs pour créer du lien au sein de la collectivité, participer à l'action sociale et promouvoir les actions culturelles et sportives pour tous ses membres adhérents.

Il est destiné à compléter les statuts de l'association et à en fixer les divers points non précisés, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

Le présent règlement intérieur est transmis à l'ensemble des membres de l'association, ainsi qu'à chaque nouvel adhérent. Il s'applique à tous les membres, et est annexé aux statuts de l'association.

Les dispositions du présent règlement intérieur doivent être interprétées à la lumière des statuts de l'association. En cas d'ambiguïté ou de contradiction, les statuts s'appliquent par priorité sur le règlement intérieur.

TITRE I – MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Article 1 – Adhésion de nouveaux membres

L'association peut à tout moment accueillir de nouveaux membres.

L'adhésion est libre et ouverte à tout postulant désirant y adhérer. Pour devenir un membre de l'association, chaque postulant doit simplement remplir un bulletin d'adhésion daté et signé, précisant l'engagement de respecter les statuts et le règlement intérieur.

Une fois le bulletin d'adhésion transmis à l'association, le membre est tenu de s'acquitter de la cotisation prévue. Toute personne, physique comme morale, doit acception intégralement et sans réserve des statuts de l'association, ainsi que du présent règlement intérieur.

Chaque adhérent est tenu d'informer l'association de tout changement de situation (changement de poste, de situation personnelle, de coordonnées bancaires...). Si les informations ne sont pas transmises à l'association cette dernière ne pourra être tenue responsable et ne devra en assumer les éventuelles conséquences.

Article 2 – Cotisation

L'adhésion de nouveaux membres est soumise au versement d'une cotisation conformément à l'article 6 des statuts. Pour l'exercice en cours, le montant de la cotisation s'élève à 25 € pour tous les adhérents.

Toute cotisation versée à l'association est définitivement acquise. Il ne saurait être exigé un remboursement de cotisation en cours d'année, quelle qu'en soit la raison.

Article 3 – Droits et devoirs des membres de l'association

Les membres s'engagent à ne pas entraîner de préjudice moral ou matériel à l'association et/ou aux autres membres. Ils s'engagent également à ne pas porter atteinte à autrui par des propos et ou comportements inappropriés.

Les membres ont le droit et le devoir de participer ou d'être représentés aux assemblées générales de l'association, avec voix délibérative. Ils sont également éligibles au conseil d'administration, à condition qu'ils soient à jour de leur cotisation.

Article 4 – Procédures

Avertissement

Les membres de l'association sont tenus de respecter les statuts et le présent règlement intérieur. A défaut, lorsque les circonstances l'exigent, l'association peut délivrer un avertissement à l'encontre d'un membre qui ne respecte pas les règles établies, dont l'attitude porte préjudice à l'association, ou encore qui refuse de payer sa cotisation, sans que cette liste soit limitative.

Cet avertissement écrit est donné par le bureau de l'association ou le cas échéant le conseil d'administration, après avoir entendu les explications du membre contre lequel une procédure d'avertissement est engagée.

Les membres recevant deux avertissements seront soumis à une procédure d'exclusion, pour une durée provisoire ou définitive telle que décrite ci-après.

Exclusion de l'association

Un membre de l'association peut être exclu pour des motifs définis dans l'article 7 des statuts.

La radiation d'un membre peut intervenir, par décision motivée du conseil d'administration, pour des motifs graves et justifiés. Le membre visé par la mesure de radiation est averti par courrier recommandé avec accusé de réception, 15 jours avant la prise de décision effective, afin de lui permettre de s'expliquer devant l'organe de décision compétent. La mesure de radiation sera prise après audition du membre visé.

Tout manque de respect, comportement ou communication portant atteinte à l'association pourra donner lieu à une poursuite judiciaire et à une radiation immédiate.

S'il le juge opportun, le conseil d'administration de l'association peut décider, pour les mêmes motifs que ceux indiqués dans les statuts, la suspension temporaire d'un membre plutôt que son exclusion. Cette décision implique, pour le membre concerné, la perte de sa qualité de membre et de son droit de participer à la vie de l'association pendant toute la

durée de sa suspension. Si le membre suspendu était également investi de fonctions électives, la suspension entraîne automatiquement la cessation de son mandat.

Article 5 – Perte de la qualité de membre de l'association

Dans les cas autres que ceux issus de sanctions disciplinaires comme décrits ci-dessus, les membres de l'association perdent également leur qualité de membre en cas de :

- Démission d'un membre de l'association par simple lettre ou email, dont la rédaction est libre, adressé au Président de l'association. Aucune restitution de cotisation n'est due au membre démissionnaire. Le membre démissionnaire conserve la possibilité de renouveler son adhésion auprès de l'association à tout moment ;
- Cessation de fonctions au sein des services de la Région : retraite, mutation, mise en disponibilité, détachement, mise à disposition, position hors-cadre et licenciement ;
- Décès, la qualité de membre de l'association s'éteint avec la personne. Aucun ayant-droit ne saurait faire valoir le remboursement de tout ou partie du montant de la cotisation.

TITRE II – ACTIVITES ET LOCAUX DE L'ASSOCIATION

Article 6 – Déroulement des activités

Les activités de l'association se déroulent conformément aux statuts et au présent règlement intérieur de l'association. Le présent règlement s'impose ainsi aux membres de l'association, ainsi qu'à ses bénévoles.

Conformément à l'Article L.3622.1 du Code de la santé, la pratique des activités sportives au sein de l'association est subordonnée à la production par les membres d'un certificat médical attestant de leur bonne condition physique et de l'absence de contre-indication médicale à la pratique de l'activité concernée. Le certificat est renouvelable chaque année et doit être fourni en même temps que le renouvellement de l'adhésion.

Les membres sont tenus de respecter les dispositions de sécurité prévues par l'association en toutes circonstances, à se conformer aux consignes des bénévoles de l'association. A défaut, la responsabilité de l'association ne saurait être engagée.

TITRE III – FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION

Article 7 – Conseil d'administration

La composition du conseil d'administration de l'association est décrite dans les statuts de l'association.

Le conseil d'administration est en charge de la gestion de l'association et de la préparation des travaux de l'assemblée générale, dont il établit l'ordre du jour et applique les décisions. Il est également compétent pour décider de la radiation d'un membre ayant commis une faute grave. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous les actes ou opérations dans la limite de son objet et qui ne sont pas du ressort de l'assemblée générale. Il surveille la gestion des membres du bureau et a le droit de se faire rendre compte de leurs

actes. Il arrête également le budget et les comptes annuels de l'association, cette énumération n'étant pas limitative.

Les décisions prises au sein du conseil d'administration seront prises à la majorité des membres présents qui peuvent être représentés. Aucun quorum n'est fixé.

Le conseil se réunit au moins tous les trois mois, sur convocation du Président ou la demande d'au moins 50 % de ses membres, qui ne perçoivent ni rémunération, ni compensation.

Tout membre du conseil d'administration qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois (3) réunions consécutives du conseil, pourra être considéré comme démissionnaire.

Chaque membre du conseil d'administration pourra recevoir au maximum un seul pouvoir par réunion.

Article 8 – Bureau de l'association

Le bureau est constitué conformément à l'article 8 des statuts. Il est en charge de la gestion des affaires courantes de l'association.

Le membre qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois (3) réunions consécutives du bureau, pourra être considéré comme démissionnaire par le Président.

Chaque membre du bureau de l'association pourra recevoir au maximum un seul pouvoir par réunion.

Président(e)

Le Président représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il est investi de tous les pouvoirs à cette fin, et peut ester en justice au nom de l'association, tant en demande qu'en défense, d'ordonner toutes les dépenses, de convoquer les assemblées générales et de présenter le rapport moral. Il pourra être aidé d'un vice-président.

Un(e) secrétaire

Un secrétaire est élu par les membres de l'association, et agit sur délégation du Président en assurant à ce titre l'administration, l'organisation et le bon fonctionnement de l'association. Il a notamment pour attribution d'organiser la tenue des assemblées générales et de dresser les procès-verbaux et d'en assurer la transcription sur les registres. Il est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives. Il pourra être aidé d'un secrétaire adjoint.

Trésorier(e)

Le trésorier tient les comptes de l'association, décide des dépenses courantes et présente à chaque assemblée générale ordinaire un rapport financier.

Il est en charge de la gestion du patrimoine et de la comptabilité de l'association. Il rend compte à l'assemblée générale qui statue sur la gestion. Il pourra être aidé d'un trésorier adjoint.

Article 9 – Assemblée générale

Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire, qui réunit l'ensemble des membres de l'association, est convoquée tous les ans par le Président par email ou courrier simple.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont constatées sur des procès-verbaux contenant le résumé des débats, le texte des délibérations et le résultat des votes. Ils seront rédigés par le secrétaire et signés par le Président, et seront retranscrits dans l'ordre chronologique sur le registre des délibérations de l'association.

Assemblée générale extraordinaire

Toute décision relative à la modification des statuts de l'association, sa dissolution, fusion ou affiliation avec une association poursuivant un objectif similaire, ainsi qu'à la disposition ou acquisition des biens de l'association, ne peut être prise que par l'assemblée générale extraordinaire, réunie sur convocation du Président, du conseil d'administration ou à la demande de 50 % des membres inscrits.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont constatées sur des procès-verbaux contenant le résumé des débats, le texte des délibérations et le résultat des votes. Ils seront rédigés par le secrétaire et signés par le Président, et seront retranscrits dans l'ordre chronologique sur le registre des délibérations de l'association.

TITRE IV – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10 – Confidentialité

La liste de l'ensemble des membres de l'association est strictement confidentielle. Tout membre de l'association s'engage à ne pas divulguer à autrui les coordonnées et informations personnelles des autres membres de l'association, qu'il a connues par le biais de son adhésion à l'association.

L'association s'engage par ailleurs à respecter la charte de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). Le fichier des membres de l'association ne pourra être communiqué à quelconque personne étrangère ou entreprise en faisant la demande.

Ce fichier, comprenant les informations recueillies auprès des membres nécessaires pour l'adhésion à l'association, peut donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification des données par chaque membre, selon les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Tout adhérent voulant exercer son droit d'accès pourra formuler une demande écrite par courrier à l'association.

Article 11 – Adoption, modification et publicité du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur est établi conformément aux statuts de l'association, et est ratifié par le conseil d'administration.

Sur proposition des membres de l'association, du bureau ou du conseil d'administration de l'association, il pourra être procédé à sa modification lors du conseil d'administration.

Une fois modifié, une copie du présent règlement intérieur sera transmise à l'ensemble des membres dans un délai de trente (30) jours après modification. Le présent règlement intérieur est aisément modifiable, à condition que les modifications n'altèrent ni ne remettent en cause les principes fondateurs ainsi que les règles émises dans les statuts de l'association.

Un exemplaire du présent règlement intérieur sera également affiché dans les locaux de l'association.

Article 12 – Rejet de paiement

En cas de rejet de prélèvement, les frais bancaires seront directement imputés à l'adhérent. En cas de non régularisation du paiement rejeté, l'adhérent ne pourra pas bénéficier d'autres prestations.

Fait à : Besançon

Le : 09/02/2018

Signature du Président de l'association :

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish at the end.